

Cancer du col de l'utérus : la couverture vaccinale grimpe, les objectifs s'éloignent

À mesure que la vaccination contre les papillomavirus humains (HPV) s'intensifie dans l'Hexagone, les indicateurs s'orientent à la hausse. Pourtant, les ambitions fixées par les plans de santé publique sont encore loin d'être atteintes.

By **Jade Blachier** Published on 14 mai 2025 14h54



cancer-col-uterus-vaccinale-grimpe-objectifs - © Economie Matin

Le 12 mai 2025, la [Société Française de Colposcopie et de Pathologie Cervico-Vaginale](#) (SFCPCV) a salué la publication des nouvelles données de Santé publique France, qui témoignent d'une amélioration de la couverture vaccinale contre le HPV chez les adolescents. Cette progression est attribuée, en grande partie, à la mise en œuvre de la campagne de vaccination en milieu scolaire, lancée à l'échelle nationale dès la rentrée de septembre 2023. Si ces chiffres marquent une évolution encourageante, ils révèlent également que les niveaux de couverture vaccinale restent, à ce jour, en deçà des objectifs fixés par les autorités sanitaires françaises et internationales.

Une progression mesurable de la vaccination contre le HPV

Les statistiques publiées indiquent une nette amélioration en un an. En 2024, 58,4 % des jeunes filles âgées de 15 ans avaient reçu une première dose du vaccin contre le HPV, contre 54,6 % en 2023. Chez les garçons du même âge, la hausse est plus marquée, passant de 25,9 % en 2023 à 36,9 % en 2024. Ces données traduisent les effets positifs des interventions ciblées, notamment la stratégie menée dans les établissements scolaires, qui permet de toucher directement les élèves concernés par les recommandations vaccinales. En comparaison avec les années précédentes, la dynamique actuelle semble indiquer un changement d'échelle, après une stagnation prolongée des taux de couverture, notamment chez les garçons.

Des objectifs encore éloignés des standards sanitaires

Ces progrès, bien que significatifs, doivent être relativisés au regard des objectifs de santé publique. La stratégie décennale française de lutte contre les cancers 2021–2030 fixe une cible de 60 % de couverture vaccinale dès 2023, et de 80 % d’ici à 2030. Quant à l’Organisation mondiale de la santé (OMS), elle appelle à atteindre un taux de 90 % de jeunes filles vaccinées à l’horizon 2030 dans le cadre de son plan d’élimination mondiale du cancer du col de l’utérus. Or, selon les dernières estimations relayées par la Haute Autorité de santé (HAS), seulement 48 % des adolescentes et 24,5 % des adolescents de 16 ans avaient reçu les deux doses requises du vaccin à la fin de l’année 2024. Ces écarts soulignent la nécessité de redoubler d’efforts pour rapprocher la France des standards internationaux.

Un enjeu sanitaire structurant pour les années à venir

Le HPV est responsable de la majorité des cas de [cancer du col de l’utérus](#), une pathologie qui touche près de 3 000 femmes chaque année en France. La vaccination, lorsqu’elle est administrée avant l’âge de 14 ans, permettrait de prévenir jusqu’à 90 % de ces cas, selon les données disponibles. La SFCPCV rappelle que la lutte contre ce type de cancer repose en grande partie sur la prévention primaire, dont la vaccination constitue le pilier principal. Dans son communiqué du 12 mai 2025, elle précise que « la France doit rejoindre les pays européens ayant déjà atteint ou dépassé les 70 % de couverture vaccinale », insistant sur l’importance d’agir contre les disparités régionales, particulièrement marquées dans certains territoires d’outre-mer.

Vers une stratégie élargie et durable ?

La SFCPCV recommande également de renforcer le rôle des professionnels de santé de premier recours afin d’améliorer l’adhésion des familles à la vaccination. Cette mobilisation interprofessionnelle, conjuguée à un déploiement élargi des campagnes dans les établissements scolaires, pourrait permettre d’accélérer le rattrapage des taux actuels. À plus long terme, une approche intégrée, fondée sur la prévention, l’éducation à la santé et l’accès équitable à la vaccination, semble indispensable pour réduire durablement l’incidence du cancer du col de l’utérus en France.